

MOULOUD HAMROUCHE À CONSTANTINE :

«L’armée ne peut être la base politico-sociale du pouvoir

*Poursuivant ses pèlerinages à l’intérieur du pays, Mouloud Hamrouche qui a rarement été aussi acerbe à l’égard du système en place, récolte l’intérêt et l’adhésion auprès de larges franges de la société, notamment des élites qui semblent prêter une ouïe attentive à ses thèses. Jeudi, il était l’hôte de la ville des ponts, à l’initiative du quotidien de Constantine.*

«Si les conditions qui ont présidé au mouvement libérateur de l'Algérie ont toujours incité à la fascination et à la prudence, cette prudence est devenue aujourd'hui une inquiétude, voire une peur». Une peur que l'homme des réformes intervenues au lendemain des évènements d'octobre 1988 impute à l'érosion du consensus national et des risques majeurs qui guettent le pays et la société de par les prémices palpables « d'un effondrement de notre système qui n'arrive plus à se rénover ni à renouveler ses hommes, ses idées ou à régénérer de nouvelles capacités et impulser de nouveaux progrès social, économique et culturel».

Et puisqu'un simple constat suffit, Mouloud Hamrouche qui feint d'ignorer ou préfère ne pas s'attarder sur la question du renouvellement du personnel politique accable celui-ci sans ménagement : « aucune grande idée humaine de liberté, de justice, d'égalité ou de progrès ne préside à ses choix ou guide ses actions. Aucune capacité, potentialité ou avancées nouvelles ne sont venues nous rassurer sur notre avenir et améliorer les rapports sociaux malgré une consom-

mation effrénée de nos richesses du sous-sol». Un régime qui ne peut plus, selon lui, se renouveler ou rebondir car son bilan réel ne le lui permet plus. Un préambule suffisant à l'orateur pour introduire son idée d'un nouveau consensus national négocié avec les composantes de la société, nécessaire plus que jamais. L'affaiblissement de la volonté nationale, la baisse des capacités d'agir, la chute de l'autorité de la loi, l'affaïssement de l'éthique et de la solidarité et la désaffection des citoyens vis-à-vis du pouvoir et des partis politiques sont à ses yeux autant de prémices qui font que l'Algérie «à l'instar des pays de la région, de l'espace géopolitique qui est le sien, termine la phase post-libération dans une position de fragilité extrême et fait face à des risques de graves déchéances».

Pour Hamrouche, le gouvernement n'est plus qu'une somme de ministres, la justice est sur la voie de la privatisation et la corruption est intimement liée à l'exercice du pouvoir. Ce sont également autant de dangers qui mettent en péril la cohésion de l'armée et menacent l'existence de l'armée.

Son appel au devoir, notamment à

l'adresse des nouvelles générations et des élites de chercher et d'opter pour des solutions réalistes qui garantissent l'édification d'un Etat moderne et l'instauration d'un régime démocratique plaide pour la cohésion et la discipline et le renforcement de l'adhésion de tous les constituants de la société à un nouveau consensus.

Un large passage est consacré par Mouloud Hamrouche au rôle de l'armée dans ce processus, vraisemblablement pour lever les équivoques qu'ont suscité ses récentes sorties. «Elle doit, dit-il, représenter tous les constituants sociaux et toutes les régions et est guidée par sa finalité, à savoir la sécurité de son territoire et de ses intérêts. De ce fait, elle bénéficie d'un lien indéfectible avec la société, toute la société, et transcende clivages et conjoncture. Ces conditions permettront à l'armée nationale et populaire d'assurer sereinement et efficacement sa mission et aux autres institutions d'assumer clairement leurs rôles et fonctions. C'est pour cette raison que j'ai affirmé et que j'affirme encore que l'armée nationale ne peut-être la base politico-sociale de l'exécutif ou du pouvoir d'autant que nos constituants sociaux s'accommodent mal d'un pouvoir souverain sans contre-pouvoir et sans contrôle. De semblables défauts sont à l'origine de l'implosion de l'armée libyenne et de l'armée syrienne. Et c'est à cette condition que notre société se maintiendra sur la voie du progrès, de l'équité et de la solidarité entres toutes

ses composantes sociales, appréhendera les enjeux, relèvera les défis d'aujourd'hui et permettra au gouvernement de demeurer crédible, sérieux et fiable».

Revenant sur le thème générique de sa conférence, à savoir l'émergence d'un Etat moderne, il rappellera que celui-ci doit refléter un ordre social général démocratique en s'appuyant sur de pérennes institutions fiscale, douanière, monétaire, diplomatique et consulaire et manifestant sa neutralité vis-à-vis de tous et sa protection pour tous. Car, ajoutera-t-il «faut-il rappeler que ces administration n'agissent que par la loi et dans le cadre de la loi et non pas par des décisions ministérielles ou des directives venant d'en haut. Un Etat moderne est un Etat de droit qui garantit une situation permanente de droit en tout lieu et un exercice effectif des libertés et des lois. Cela assure à la fois des rapports harmonieux dans la société et la pérennité de la loi. Une loi conçue pour protéger les droits des personnes et garantir l'égalité de tous en droit et en devoir et il ne peut y avoir d'abus de pouvoir, de passe-droits et même d'abus de droit».

L'émergence de contre-pouvoirs est quant à elle «une condition sinequa-non pour la stabilité de l'Etat, la sauvegarde des libertés individuelles et collectives et le maintien de la cohésion pour prévenir des régressions et tentations». Aussi, les garanties d'un Etat moderne démocratique «incitent les citoyens à rester attachés à l'Etat

et à être en corrélation étroite avec lui de même qu'elles font émerger des exécutifs efficients quand bien même ces derniers ne représentent pour un temps qu'une majorité électorale qui n'est appuyée que par une base sociopolitique partisane. Un type d'exécutif qui gouverne, régule les conjonctures gère les anticipations de la nation, surmonte les crises et les conflits, résiste mieux aux pressions et n'aura pas uniquement le monopole de la violence légale et la contrainte mais aura aussi la capacité de produire des solutions aux problèmes auxquels sont confrontés les citoyens». Son cri : «ne plus accepter de vivre dans cette crise vieille d'un quart de siècle et qui étouffe toute opportunité d'évolution et interdit tout progrès collectif. Ne plus accepter le coût d'un effondrement qui suivra tôt ou tard, faute d'un nouveau consensus national». Sa note optimiste : «ce n'est pas parce que le monde n'est plus le même que notre pays ne peut pas s'assurer un destin». Il reconnaît néanmoins : «dans notre pays, il y a trop de vains débats à l'égard des vrais enjeux. Le changement désiré, redouté et maudit, la politique étant devenue un jeu de rôle, absence de vision, d'ambition et de projet et enfin, qu'apporteront des amendements de la loi fondamentale à des institutions en retard de 30 ans ? Aussi sont-elles en mesure de peser sur les événements alors qu'elles apparaissent éloignées de l'existence même des citoyens».

K. G.

ABDELMALEK SELLAL :

«L’octroi de la prime de zone n’est pas à l’ordre du jour»

*Pour Abdelmalek Sellal, l’octroi d’une prime de zone pour les personnels de la Fonction publique est actuellement exclu. Le Premier ministre a ainsi expliqué dans un message transmis à l’APN, que l’octroi de cette prime aurait une incidence financière qui influera sur les équilibres financiers de l’Etat et sur le régime des salaires.*

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Abdelmalek Sellal a assuré jeudi que la révision de la prime de zone n'est pas à l'ordre du jour dans une réponse lue par le ministre des Relations avec le Parlement Khelil Mahi.

Pour Abdelmalek Sellal, une telle mesure ne peut que provoquer des dysfonctionnements dans le régime de salaires et celui des indemnités des fonctionnaires. Ceci concerne aussi les fonctionnaires travaillant dans les régions des Hauts-Plateaux et du sud du pays.

Le Premier ministre a expliqué aussi que dans son plan d'action, «le gouvernement effectue une évaluation globale du régime indemnitaire pour les régions du Sud et des Hauts-Plateaux en vue de préserver sa conformité avec le régime indemnitaire général. Il est aussi ques-

tion pour le Premier ministre de garantir le développement durable et l'amélioration de la gestion de l'Administration dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux». Ceci en drainant plus de compétences par le biais de mesures incitatives.

Le Premier ministre a aussi assuré qu'il s'agit, par ailleurs, de l'objectif essentiel de la politique du développement économique qui est de relever le taux de participation du secteur industriel. Ceci en vue de générer une valeur ajoutée à moyen terme de 600 000 postes d'emploi entre

2013 et 2020. Il a aussi ajouté que la politique du gouvernement a pour objectif de soutenir les grands groupes industriels et les PME à travers l'Agence nationale de développement de la PME (ANDPME).

Il s'agit également de l'encouragement des entreprises privées à aller vers un partenariat avec le secteur public et les étrangers. Intervenant aussi lors de la séance de questions orales, le ministre des Ressources en eau a déclaré que la réforme du parc national de bar-

rages passera par la classification des barrages avec comme objectif une meilleure exploitation.

Le ministre a, en outre, annoncé que son secteur allait soumettre un dossier pour la prise en charge des barrages au gouvernement.

Concernant le désenvasement des barrages, le ministre a expliqué que son secteur a bénéficié d'une aide pour l'acquisition de deux engins supplémentaires en plus des deux déjà existant au profit de l'ANBT.

F.-Z. B.

RETARD DANS LE LANCEMENT DE LA LIGNE PORT D'ALGER-EL DJAMILA

«Le fournisseur du bateau n’a pas tenu ses engagements», selon Amar Ghoul

Amar Ghoul a annoncé ce jeudi lors de la séance de questions orales à l'APN que l'Entreprise nationale de transport des voyageurs prévoit d'acquérir de trois à cinq navires, et ce, suite à l'évaluation de la future desserte maritime pilote entre le port d'Alger et le port d'El Djamil.

Le ministre a aussi relevé en

marge de la rencontre que le fournisseur italien n'a pas respecté ses engagements et n'a pas livré le navire prévu pour la ligne, exigeant ainsi des sommes supplémentaires.

«D'où le retard accusé dans l'ouverture de cette ligne urbaine», a assuré Amar Ghoul.

Il notera, par ailleurs, que

l'ENTMV a déjà pris contact avec d'autres fournisseurs, notamment de France, d'Espagne, d'Italie et de Turquie.

S'agissant du transport aérien, Amar Ghoul a appelé la compagnie Air Algérie à améliorer le taux de remplissage des appareils.

Le ministre a aussi précisé qu'il s'agissait d'augmenter le taux

de 66% de remplissage des avions à 75% pour arriver à terme aux standards internationaux qui varient entre 80 et 90%.

Le ministre a également appelé à diversifier les offres promotionnelles et à développer les classes première et affaires dans le but d'atteindre ses objectifs.

F.-Z. B.

L’ANP FRAPPE FORT

Quatre terroristes abattus à Tipasa et à Tizi-Ouzou

*Les forces combinées de l’Armée nationale populaire mènent la vie dure aux groupuscules terroristes d’Aqmi. Jeudi et vendredi derniers, pas moins de quatre terroristes ont été éliminés dans deux opérations distinctes, menées avec un grand succès successivement à Tipasa et à Tizi Ouzou.*

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Selon le ministère de la Défense nationale, les forces combinées relevant de la 1ère Région militaire ont ainsi réussi leur premier coup, jeudi vers 14 h et ce, «grâce à l'exploitation efficace d'informations» qui ont permis «l'interception d'un véhicule utilitaire» utilisé par les terroristes au

niveau de Beni Mellik, daïra de Damous, annonce le MDN dans un communiqué.

Outre l'élimination des deux terroristes, les forces de l'ANP ont réussi à récupérer un important lot d'armes composé de deux fusils automatiques de type kalachnikov, de deux pistolets automatiques, d'une grenade, de

deux téléphones portables ainsi qu'une importante quantité de munitions. Le lendemain, soit hier vendredi 18 juillet vers 8h, une opération similaire a également été menée, avec le même succès, par un détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou.

Toujours «grâce à l'exploitation efficace d'informations et à la vigilance permanente», comme le précise un autre communiqué du MDN, les éléments de l'ANP ont pu mettre fin aux agissements criminels de deux terroristes à proximité du village Akerou dans la daïra d'Azzazga.

Une opération qui a par ailleurs permis la récupération de deux fusils automatiques de type kalachnikov, de deux chargeurs garnis et de trois téléphones portables.

Ces deux opérations de l'ANP viennent en «réponse» au terrible attentat de la semaine dernière qui avait coûté la vie à des éléments de l'armée et de la garde communale dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès à l'ouest du pays. C'était à peu près le seul «fait d'armes» de la bête terroriste islamiste, traditionnellement très active à chaque mois de Ramadhan.

Les groupuscules intégristes de ce

qui était le GIA, puis le GSPC et qui deviendra, depuis quelques années Aqmi, la branche maghrébine de l'organisation terroriste Al Qaïda, se concentrent, pour rappel, essentiellement dans les régions montagneuses et forestières de Kabylie et dans la région des Aurès. Mais depuis la détérioration de la situation dans la région du Sahel, ils infestent dangereusement le sud du pays et cela, grâce aux apports considérables en armes et en hommes, dont ils jouissent notamment depuis l'éclatement de la Libye et du Mali.

K. A.